

Pédagogie Nomade made in Belgium

Il était une fois, au fin fond d'un petit village, une petite école avec de petites classes. Le tout orchestré par de grandes idées. En soufflant sa première bougie, Pédagogie Nomade a donné un nouveau souffle à l'enseignement en Communauté française.

Entretien avec Benoît Toussaint, un des fondateurs de Pédagogie Nomade.

Le principe d'égalité au niveau de l'exercice du pouvoir au sein de Pédagogie Nomade est une des pierres angulaires du projet. Qu'a-t-il apporté par rapport aux structures plus classiques où le pouvoir est, en grande partie, aux mains de la direction et des enseignants ?

Le bénéfice de ce travail-là saute aux yeux ! Les élèves sont transformés, ils se prennent en main et osent s'exprimer en public dans le cadre de l'école devant 50 ou 60 personnes. On est souvent appelés à présenter le projet de l'école à gauche et à droite, et dernièrement, à Toulouse, les élèves ont pris la parole avec la même aisance devant 400 personnes.

Le décret missions nous demande d'aider les élèves à devenir des acteurs critiques, à même d'intervenir dans le fonctionnement démocratique de la société. L'objectif est atteint ! A l'intérieur de tous les mécanismes de vie démocratique, depuis la proposition d'idées jusqu'à l'échange d'arguments, la façon de prendre une décision et puis de la respecter, le gain a été très fort.

Maintenant, assez curieusement, ça ne donne pas pour autant satisfaction aux inspecteurs qui ne reconnaissent pas ce travail pleinement. Alors que l'on travaille l'argumentation avec les jeunes durant des assemblées générales longues parfois de quatre heures, les inspecteurs veulent que ces exercices d'argumentation prennent place dans le cadre délimité d'une heure de cours, à l'intérieur d'une classe.

Un autre principe crucial sur lequel repose le projet est la confiance. Il n'y a pas de surveillance ni de surveillant à Pédagogie Nomade. A l'époque, vous en aviez parlé comme un pari, l'avez-vous gagné ?

C'est un pari qui n'est jamais gagné définitivement. On ne peut jamais dire que c'est dans la poche, par contre, c'est une méthode à laquelle on tient et que l'on maintient avec conviction. Maintenant, les élèves qui arrivent ici ne sont pas vierges, c'est-à-dire qu'ils ne viennent pas de nulle part. Ils

sont influencés par la publicité, ont des habitudes de consommation, ont une éducation lacunaire dans certains cas, des comportements individualistes... et ce n'est pas en quelques semaines que l'on peut neutraliser tous ces effets négatifs. Mais le progrès est manifeste, il y a assez de résultats positifs pour continuer de cette façon.

Etes-vous un défenseur du décret mixité de l'ex-ministre de l'Enseignement obligatoire, Christian Dupont ?

Il y a vraiment une volonté de démocratiser l'accès à l'école et de déghettoiser. Mais nous sommes dans une société belge de compromis, de négociation et il y a tellement d'acteurs qui ont mis leur grain de sel dans le projet du décret initial qu'il a perdu toute sa force et qu'il en est devenu inapplicable. A Pédagogie Nomade, nous avons une devise : la demi-mesure est le cheval de Troie de la résignation. C'est vrai pour la confiance, par exemple, on ne peut pas faire confiance à moitié. De même que l'on ne peut pas donner le pouvoir à moitié et démocratiser à moitié. Si on fait les choses à moitié, on se condamne à l'échec. C'est pour cette raison que, même si nous passons pour des idéalistes, nous continuons à être radicaux. Si Marie Arena (ex-ministre de l'Enseignement obligatoire) avait voulu faire passer son décret initial, ça aurait été la guerre civile dans les milieux liés à l'éducation mais elle aurait atteint son objectif. Qui a lutté contre le décret mixité ? Les gens qui voulaient garder leurs privilèges sans se soucier du sort des autres. C'est fort à l'image de notre temps.

Quelle place prend la remédiation au sein de votre projet ?

Elle traverse tout. Les professeurs sont extrêmement disponibles. Un temps-plein n'équivaut pas à 20 heures de cours mais à 50 heures de présence. Il n'y a pas d'apartheid au sein de l'école, c'est-à-dire qu'il n'y a pas une salle de profs interdite aux élèves ou des locaux uniquement réservés aux élèves. Tous les lieux de l'école, qui est minuscule, sont des lieux de rencontre. En mangeant ensemble, en cuisinant ensemble, on fait de la remédiation même s'il y a des temps spécifiques qui sont consacrés principalement à ça le lundi matin et le vendredi après-midi.

Les temps plus spécifiques se passent-ils pendant les heures de cours ou sont-ils des heures en plus ?

Pendant les heures de cours, il y a des circulations à plusieurs niveaux, c'est-à-dire qu'un élève inscrit en 5^{ème} année qui n'a pas les bases des cours de math de 4^{ème} année, ira faire des maths avec les élèves de 4^{ème} le temps nécessaire. C'est déjà de la remédiation. Le lundi matin et le vendredi après-midi, c'est plus individualisé. A la fois, il y a des moments précis consacrés à ça, à la fois c'est possible tout le temps.

Là aussi, on suit les injonctions des ministres successifs. La ministre Arena répétait souvent que l'école devait être sa propre remédiation. Il n'est pas normal que les élèves doivent faire appel à des profs particuliers pour se

remettre à niveau. Ici, le fonctionnement autorise que chaque prof. devienne particulier en permanence et gratuitement puisqu'il est payé pour ça.

Tous ces principes ont-ils porté leurs fruits du point de vue des résultats chez les élèves ?

La grande majorité des élèves ont réussi. 10% des élèves recommencent leur année parce qu'ils l'ont demandé de manière lucide. Quelques-uns ont décidé de retourner dans l'enseignement traditionnel, soit parce que ceci ne leur convenait pas, soit parce qu'ils s'estimaient suffisamment armés pour y retourner. En 6^{ème} année, nous avons un niveau d'exigence plus classique puisque les élèves arrivent à la fin d'un cycle avec un diplôme à la clé qui reconnaît leurs niveaux de compétences. Mais pour ce qui est de la circulation à l'intérieur, d'une année à l'autre, de la 4^{ème} à la 5^{ème} et de la 5^{ème} à la 6^{ème}, c'est plus souple que dans les autres écoles.

Quels ont été les retours des enseignants ?

On a le sentiment que la première année a enrichi tout le monde en expérience. Nous avons tous un an de bouteille et il y a certains tâtonnements que l'on ne reproduira pas. Mais il y en aura d'autres car on a bien l'intention de rester en recherche permanente.

Et si quelque chose était à refaire ?

Pareil, même si ce n'était pas parfait, et ça ne le sera jamais. Il fallait passer par où nous sommes passés pour nous améliorer.

Tous les profs ont fait la mesure de leur capacité d'investissement. L'an dernier, il y avait des moments où l'on s'investissait jusqu'à l'épuisement. Cette année, nous nous sommes promis de le gérer un peu mieux. Chez les élèves, c'est pareil. Certains s'étaient fixés des objectifs presque démesurés, maintenant il y a un espoir de retour de sagesse.

La grosse différence est que nous sommes beaucoup mieux lotis au niveau de l'infrastructure. L'an dernier, on avait eu six semaines entre le feu vert du ministre Dupont et la rentrée scolaire pour transformer une ruine en école. On avait bossé comme des fous tout l'été. Cette année, nous étions beaucoup plus relax puisque l'école est opérationnelle.

Quelle a été la principale difficulté à gérer ?

La principale difficulté est de repérer ce qu'est une difficulté. Qu'il y ait des problèmes dans une microsociété comme l'école, un groupe d'amis, une famille... c'est normal, ce n'est pas nécessairement un problème. Et quand on manque de recul ou de fraîcheur, on a tendance à identifier comme problème des trucs qui n'en sont pas. Le problème ce n'est pas le problème en lui-même mais c'est ce que l'on en fait et la façon dont on le vit.

Ce qui a été difficile pour nous était notre relation avec l'inspection. Nous n'aurons jamais de cours de gym comme dans une autre école puisque nous n'avons pas de salle de sport, pas de véhicule pour se déplacer jusqu'à une infrastructure dans le coin. Par contre, chez nous, les corps sont souvent en mouvement. Nous avons un taux d'obésité zéro. On peut comparer ça à l'échelle de la Région wallonne ou à la Communauté française. La situation a été présentée comme un problème par les inspecteurs de l'éducation physique. Mais le problème c'est l'inspection et non pas le fait qu'il n'y ait pas d'éducation physique. Il ne faut pas se tromper de préoccupation. Que des choses soient différentes par rapport aux autres écoles, c'était prévu. Mais ce ne sont pas nécessairement des problèmes.

Propos recueillis par V.D.



Jeunes politiques et éducation...

Actuellement, on ne peut pas se vanter d'avoir un système d'enseignement performant et équitable. Qui va révolutionner ce système ? Comment les partis traditionnels sont-ils impliqués dans ce dossier ? Quelle école prônent-ils ?

On se réjouit de voir repris dans la déclaration de politique communautaire la volonté de développer un enseignement d'excellence pour tous et non pas pour quelques-uns. Avec notamment une généralisation de la remédiation immédiate. Sont également prévus : un renforcement de l'encadrement et un meilleur apprentissage des langues dont on sait à quel point c'est nécessaire pour trouver de l'emploi, en particulier à Bruxelles. Il y a également le chantier énorme de refondation des filières technique et professionnelle de l'enseignement qualifiant. Si on réussit ce chantier,

on mettra fin à une série de clichés qui, entre autres, consistent à dire qu'il s'agit d'une filière de relégation alors que ce n'est pas du tout le cas, au contraire, c'est une filière d'avenir.

-> Rodolphe Sagehomme, président des jeunes cdH

Les jeunes Ecolo se sont fort investis dans la campagne ResPact¹ dès sa création. Ecolo ressort de cinq années d'opposition pendant lesquelles il a continué à faire des propositions pour améliorer l'enseignement. Il y a eu des rencontres très régulières entre les jeunes Ecolo et les représentants de l'Unécof et de la FEF. Pendant près de deux ans, nous avons également rencontré les directions d'écoles et les enseignants pour voir quelles étaient leurs demandes. Chaque ministre de l'Enseignement débarque avec son plan pour l'enseignement sans tenir compte des besoins et des réalités des professeurs, des instituteurs, des directeurs alors que ce sont eux les professionnels de l'enseignement. Il faut leur faire confiance.

-> Christophe Dubois, président des jeunes Ecolo

Pour les jeunes MR, ce n'est pas une question de financement ! De manière générale, au niveau de la Communauté française, nous sommes un des pouvoirs subsidiaires qui donnons le plus d'argent, par an et par élève. Pour nous, il ne s'agit pas d'un problème budgétaire mais bien d'un problème d'organisation. Il faudra un jour que l'on mette sur la table la question de l'organisation de l'enseignement au niveau des différents réseaux.

A terme, il faudra également que l'on se pose la question du goût de l'effort. Veut-on une école toujours plus simple, sans examen et sans devoir ? Au niveau des jeunes MR, ce n'est pas notre choix, ce n'est pas notre optique. Dans notre manifeste, nous demandons plus un examen de type "baccalauréat" à la française.

-> Didier Calomne, président des jeunes MR

Le cdH veut mener cinq révolutions, notamment celle de l'enseignement et de l'éducation. Le terme "révolution" n'est-il pas un peu trop ambitieux, voir exagéré ?

Sur les cinq révolutions, j'en prends une qui me semble fondamentale : la révolution du développement durable. Je ne pense pas du tout que le terme soit exagéré car c'est ce qu'il faut pour passer d'une économie riche à une économie pauvre en carbone par exemple. Ce n'est pas seulement une question économique mais aussi une question qui va impliquer l'ensemble de la société, le comportement des citoyens et les types de décisions prises par les pouvoirs publics. Dans 10 ou 15 ans, on sera dans des modes de fonctionnement qui seront, je l'espère, radicalement différents. Comme on arrive au bout d'un cycle, il faut en établir un nouveau. Donc, il s'agit bien d'une révolution !

-> Rodolphe Sagehomme, président des jeunes cdH

Propos recueillis par V.D.

1. La campagne "ResPact" a été lancée par la FEF (Fédération des Etudiants Francophones) pour appeler à la diminution du coût des études supérieures.